

LES OBSTACLES À L'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE ET À L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

REGARDS CROISÉS SUR LA SITUATION EN TUNISIE, AU SÉNÉGAL, AU BURKINA FASO ET EN MAURITANIE

CONTEXTE DE L'ÉTUDE



4 PAYS → Engagés au niveau international pour l'égalité

- Convention sur l'Élimination de toutes formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
- Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels
- Déclaration et Programme d'action de Beijing (1995)

→ Ayant pris des mesures juridiques pour réduire les violences et discriminations

- Interdiction de l'excision et du mariage précoce au Sénégal et au Burkina Faso
- Adoption d'une loi organique pour l'élimination des violences faites aux femmes en Tunisie
- Définition d'un quota de 20% de femmes pour les postes électifs en Mauritanie et adoption d'une loi pour la parité absolue au Sénégal

→ Montrant une volonté politique d'améliorer la situation économique des femmes

- Programmes pour l'entrepreneuriat des femmes

MAIS

MAURITANIE

Le mariage forcé concerne encore 1 femme sur 3. Les victimes de viol peuvent être incarcérées pour adultère. Seulement 27% des emplois tenus par les femmes sont déclarés, rémunérés et considérés dans l'économie nationale.

TUNISIE

1 femme sur 2 a vécu des violences. 95% de la propriété rurale est détenue par les hommes. L'écart salarial femmes-hommes est de 50% dans l'agriculture.

Dans les 4 pays, 35 à 49% des femmes de 15-24 ans ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en études.

70 à 88% des emplois des femmes sénégalaises, mauritaniennes et Burkinabè sont des emplois dits vulnérables car informels ou peu/pas rémunérés (OIT, 2019)

SÉNÉGAL

Le Code de la famille laisse le droit aux hommes d'hériter du double des femmes, la représentation politique des femmes est très faible dans les collectivités. Les femmes gagnent 50% de moins que les hommes quand on compare les salaires mensuels.

BURKINA FASO

88% des emplois des femmes sont informels ou peu rémunérés. Le taux de prévalence des mutilations génitales féminines est de 76%.

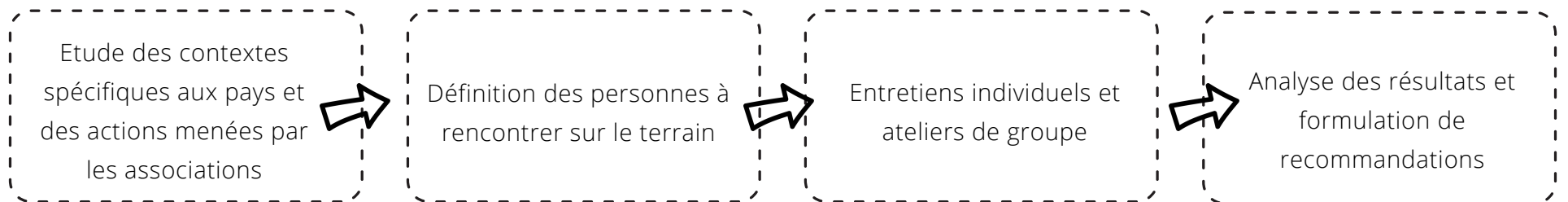
DIAGNOSTIQUER SOUS LE PRISME DU GENRE : METTRE EN EVIDENCE LES OBSTACLES SPÉCIFIQUES AUX FEMMES

Étudier les obstacles à l'insertion sous le prisme du genre vise à **comprendre les rôles sociaux** assignés aux femmes et aux hommes **et leurs contraintes dans le cadre d'une insertion économique**. Il s'agit de comprendre les rapports de pouvoir entre ces groupes et de mettre en évidence leurs **différences d'accès aux ressources** (formation, revenus, matériel, terre, réseaux...), **leurs écarts de pouvoir de décision** et donc leurs **différences d'opportunités**. Enfin, cette analyse met en lumière les **besoins spécifiques** des femmes et permet de dessiner une réponse **adaptée** à leurs contraintes.

ADOPTER UNE PERSPECTIVE INTERSECTIONNELLE

L'**intersectionnalité** est un outil d'analyse qui met en évidence la pluralité et **l'imbrication de différentes formes de discrimination** (de genre, race, classe, âge, handicap, religion, orientation sexuelle...). Cela permet d'analyser les situations en tenant compte de la complexité des rapports de pouvoir qui traversent les individus. Par exemple, en Mauritanie, les maures blancs détiennent la majorité des pouvoirs politiques, militaires, intellectuels et économiques, ce qui crée un déséquilibre de pouvoir et produit un système discriminatoire envers les mauritaniens noirs, d'autant plus pour les plus pauvres. Ces discriminations s'imbriquent aux oppressions liées au genre : c'est la triple peine pour les femmes noires et pauvres.

UN DIAGNOSTIC QUALITATIF ET PARTICIPATIF



278

PERSONNES ENQUÊTÉES A L'AIDE D'ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS ET D'OUTILS D'ÉDUCATION POPULAIRE FAVORISANT LA PARTICIPATION

jeunes apprenties, femmes entrepreneures, membres de coopératives, formateur-rices, accompagnateur-rices, maîtres de stage, responsables politiques....

ANALYSER LES RÉSULTATS SOUS LE PRISME DE L'EMPOWERMENT

L'*empowerment* est le processus par lequel des personnes prennent conscience individuellement et collectivement des relations de pouvoir et oppressions systémiques impactant leur vie et développent des outils et connaissances pour améliorer leur condition.

Cela renvoie à l'acquisition de 3 pouvoirs :



CONSTATS ISSUS DES TERRAINS

Dans les 4 pays, les femmes passent en moyenne **6 à 7 heures par jour** sur les tâches reproductives, contre **1 heure** pour les hommes.



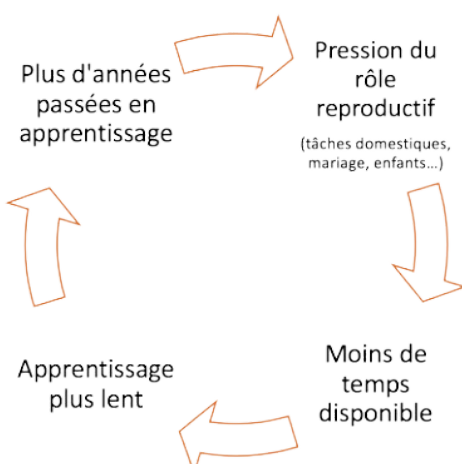
Au Burkina Faso, les femmes travaillent en tout 15h30 par jour contre 8h30 pour les hommes

LE POIDS DES RÔLES REPRODUCTIFS ET COMMUNAUTAIRES

Le premier obstacle majeur à l'insertion économique des femmes est leur **assignation au rôle reproductif**. Elles sont en charge exclusive du soin et de l'entretien de la famille (enfants, hommes en âge de travailler, personnes âgées) et des tâches domestiques (courses, cuisine, ménage...). A cela s'ajoute un **rôle communautaire** (organisation d'événements familiaux...). Ces deux rôles engendrent une forte charge de travail et **réduisent le temps à investir dans une activité économique**. En plus d'être en charge de ces tâches, la plupart des femmes doivent aussi s'investir dans un **travail productif**, c'est-à-dire un travail rémunéré ou de subsistance pour alimenter le revenu du foyer. **Les femmes vivent alors une double, voire une triple journée** qui vient largement les pénaliser dans le développement de leurs activités.

UN CERCLE VICIEUX POUR LES FEMMES EN FORMATION

Dès le plus jeune âge, les filles doivent dédier du temps aux tâches reproductives et ce de manière prioritaire. En formation, elles ne peuvent pas se consacrer à leurs activités autant que les garçons. De leur côté, les formateurs investissent plus d'énergie à former les personnes disponibles. L'absentéisme causé par le poids des tâches domestiques ralentit le processus d'apprentissage des jeunes femmes. Par extension, **les filles mettent plus de temps à se former alors qu'on leur en autorise moins.**



Au Sénégal, les jeunes apprenties passent 7 à 8 heures sur les tâches domestiques et 5 à 7 heures sur les lieux d'apprentissage dans une même journée !

"je préfère former des garçons, ils sont plus disponibles, ils viennent dès le matin alors que les filles arrivent l'après-midi"

- Maître-artisan couturier à Dakar



DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL ET SEGMENTATION DES FORMATIONS

La division entre espace domestique pour les femmes et sphère marchande pour les hommes entraîne et conditionne une autre division au sein même du secteur productif : c'est l'attribution de certains métiers aux hommes et d'autres aux femmes. Ainsi, sur tous les territoires étudiés, certains métiers, souvent **moins rémunérés et moins valorisés**, sont socialement acceptés pour les femmes (couture, petit artisanat, restauration, maraîchage) tandis que d'autres leurs sont quasiment inaccessibles. Les opportunités de formation sont donc restreintes et les femmes souhaitant suivre des formations à des métiers dits "masculins", subissent du harcèlement, des discriminations et ont plus de mal à s'insérer professionnellement dans ces métiers que les hommes. Souvent, elles se dirigent alors vers **l'auto-emploi, perpétuant leur vulnérabilité économique**.

DE NOMBREUSES VIOLENCES EN FILIGRANE

Les mariages précoces, les violences conjugales, le harcèlement scolaire et au travail, les violences économiques (par le contrôle des revenus, le vol des ressources) sont autant de facteurs ayant un impact dévastateur sur les femmes (baisse de confiance et d'estime de soi, souffrances physiques et psychologiques...). Cela impacte nettement leur participation aux initiatives économiques locales : certaines femmes sont retirées des cercles de formation, volées de leurs gains, fragilisées psychologiquement... Ces violences sont grandement invisibilisées.

DES NORMES SOCIALES RÉDUISANT LA CIRCULATION DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC

Du fait du rôle qui leur est assigné et des violences auxquelles elles sont exposées, les femmes se déplacent dans des espaces et des temps plus restreints que les hommes, doivent parfois demander l'autorisation pour sortir, n'ont que peu, voire aucun, espace de loisir en extérieur. **Cela réduit fortement leur accès à l'information** (sur les opportunités de financement, les formations...) **et aux réseaux socio-professionnels**.

En Mauritanie, les jeunes filles enquêtées **se déplacent un à deux blocs moins loin que les jeunes garçons**, et ce, principalement pour faire des courses. Les garçons eux, sortent pour faire du sport et autres activités collectives extérieures.

En Tunisie, les hommes peuvent passer plusieurs heures en terrasse tandis que **leurs femmes n'y sont pas autorisées**.

Au Sénégal, une jeune femme expliquait devoir se faire raccompagner de sa formation par un homme de confiance, passées certaines heures. Elle doit souvent **réduire son temps de travail pour rentrer chez elle**.

Au Sénégal, le taux de prévalence des Violences Basées sur le Genre est de 29,6% dans les établissements de formation (GESTES, 2016)

Au Burkina-Faso, plus d'une femme sur trois a été victime de violence domestique au cours de sa vie (SIGI-Burkina Faso OCDE 2018)

"Quand le mari rentre, s'il trouve la femme trop contente il fait des problèmes" - une femme enquêtée en **Tunisie**

UN MOINDRE ACCÈS ET UN FAIBLE CONTRÔLE DES RESSOURCES

L'accès et le contrôle des ressources sont fortement limités pour les femmes. Les matières premières, le matériel, l'équipement, les marchés, les transports, les démarches administratives, la terre, le bétail, parfois même les transactions financières et les revenus ne leur sont pas accessibles. Dans certains cas, elles peuvent y avoir accès (comme les terres, le bétail etc.), mais l'ensemble des ressources accessibles est très souvent, intégralement contrôlé par les hommes.



En Tunisie, les femmes qui travaillent la terre sont en grande majorité non-propriétaires. Lorsqu'elles possèdent des animaux ou un petit équipement et des matières premières pour leur activité, ce sont leur mari qui effectuent les transactions financières, rendant les femmes dépendantes des volontés du "chef de famille". Par ailleurs, elles ne représentent qu'un quart des bénéficiaires des formations dispensées par l'Etat.

Au Burkina Faso, ce sont les femmes qui remplissent le compost en majorité. Il arrive fréquemment que le mari s'octroie cette ressource pour fertiliser le champ familial, n'en laissant pas suffisamment pour la surface vivrière entretenue par la femme.

UNE SOCIALISATION DIFFÉRENCIÉE

Tous les freins identifiés sont alimentés par la manière dont les filles et les garçons sont élevés dès leur plus jeune âge. Les inégalités entre les sexes sont banalisées, parfois même encouragées et conditionnent les filles à vivre subordonnées.

Dès l'enfance, les filles sont habituées à réaliser les tâches ménagères quand les garçons sont autorisés à jouer dehors. Elles *"ne doivent pas jouer au ballon"*, *"doivent être discrète et endurer silencieusement"*, *"aider leur mère à faire la cuisine"*

CONSÉQUENCES

Les conséquences des freins rencontrés au quotidien par les femmes sont nombreuses et délétères : absentéisme, en formation ou en apprentissage, moins de temps à investir dans leur projet professionnel, non valorisation de leur travail productif et leur rôle économique, harcèlement, moindre accès aux facteurs de production, contrôle de leur circulation et des interactions sociales, donc moins d'opportunités de réseautage, charge de travail élevée provoquant des "doubles, voire triples journées" sont autant de facteurs limitant leur épanouissement socio-professionnel. Il est important de notifier à quel point cela peut impacter leur confiance en elles et leur persistance dans leurs activités économiques.

RECOMMANDATIONS

A partir des constats faits sur le terrain et en fonction des opportunités d'action identifiées, BATIK Int. et ses partenaires ont mis en évidence des leviers pour réduire les inégalités. Ceux-ci visent à répondre aux besoins pratiques, essentiels, des femmes en améliorant leur accès aux ressources (matériel agricole, formations, serviettes hygiéniques...) ; sensibiliser les maris, les leaders communautaires à l'égalité et valoriser le rôle des femmes (théâtre-forum, expositions, foires...) ; ainsi que renforcer les pouvoirs intérieurs et collectifs des femmes notamment en proposant des ateliers de renforcement du leadership collectif et de l'estime de soi.



L'ASSOCIATION BATIK INT.



Depuis 1998, BATIK International s'est engagée auprès des organisations de la société civile des Suds pour l'insertion socio-économique et l'accès aux droits des populations vulnérables, résidant dans les quartiers précaires et les banlieues non planifiées des grandes métropoles. L'association renforce les capacités des organisations partenaires afin d'accompagner des processus d'empowerment social et économique des jeunes et des femmes en matière de rapports de genre, de travail décent et de lutte contre les violences.

LE PROJET PARIONS L'EGALITE



Généralement privées d'accès aux ressources (capital, formation, patrimoine, etc.) et assignées aux activités domestiques, les femmes se trouvent en situation de vulnérabilité économique. Le programme *Parions l'égalité* vise à réduire les inégalités économiques liées au genre en favorisant l'insertion socio-économique de femmes en zones urbaines et rurales. Pour ce faire, BATIK Int. s'associe à plusieurs associations françaises et locales dans 4 pays différents (Sénégal, Burkina Faso, Mauritanie et Tunisie) pour mettre en place des projets de terrain permettant de lever les barrières à l'insertion socio-économique.

